

CR du CSE du 17 septembre 2024

Ambiance de travail sereine et respect mutuelle des participants – on apprécie à sa juste valeur ce climat en espérant qu'il perdure malgré les changements prévus – le remplacement de Monsieur BELKHITER par Monsieur LANDAIS en tant que directeur du site de Grenoble à partir de janvier prochain avec un biseau qui démarre au CSE du mois d'octobre.

Point 1 et 3.5 – retour des commissions : seule la commission quotidienne a fait un retour détaillé par la voix de son secrétaire Mr Guy CHAMBONNIERE. Le point de l'empreinte carbone de la restauration a été rapidement évoqué : 2 pistes ont été défendu pour la réduire – une pression ou une contrainte sur les convives et leur choix alimentaire (moins de viande, plus de végétal), une pression sur la chaîne d'approvisionnement (cad plus du tout ou beaucoup moins de centrale d'achat). L'exemple des collectivités tel Marseille (55000 repas jour) ou Mouans en Sartoux (pionnier depuis 2018) dans la restauration collective de qualité (prix – qualité gustative – empreinte carbone réduite) a été évoqué. Cette seconde piste, qui apparait aux élus CGT comme plus efficace a été aussi relayé auprès de la responsable Achat (point 3.5) qui est en charge, entre autres, de la rédaction de l'appel d'offre et du cahier des charges en cours de rédaction pour le nouveau prestataire de la restauration collective sur ST France en 2025. Le message n'est pas passé, nous continueront à argumenter. La pression sur les convives reste la piste préférée par la direction pour l'instant.

Ci-dessous le cahier des charges de la ville de Marseille : Vers les cantines de demain

Chaque jour, la Ville de Marseille sert 55 000 repas dans les 320 restaurants scolaires, ce qui équivaut à 7,5 millions de repas consommés chaque année.

La Ville s'engage au quotidien pour garantir des plats savoureux et de qualité, et travaille aujourd'hui à construire le modèle des cantines de demain : un modèle durable, local, en autonomie et bio, pour la santé de toutes les petites Marseillaises et de tous les petits Marseillais.

La qualité dans l'assiette

Une alimentation plus saine et plus diversifiée est désormais au menu des cantines marseillaises :

- **50 % de composantes bio français** (28 % en valeur d'achats Egalim),
- **50 % de composantes locales d'ici 2025** (32 % en valeur d'achats Egalim),
- **Interdiction de 21 additifs, des OGM, des huiles hydrogénées et huile de palme,**
- **des produits 100 % sans nitrite,**
- Des menus originaux élaborés chaque mois **pour faire découvrir la gastronomie régionale et internationale**, en mettant en avant des journées particulières et en célébrant les fêtes qui rythment notre calendrier.

Point 3.1 et 3.2 – Points économiques ST monde et focus APMS : Comme annoncée précédemment, l'euphorie des années covid et post covid est finie. Le marché semble être plus difficile à convaincre et nos produits n'ont pas le vent en poupe avec de sévères corrections sur certains secteurs qui étaient présentés jusqu'à l'année dernière comme des exemples à suivre (- 46%, - 24%, -35%...). La réorganisation à venir (pire que le gouvernement Français en termes de planning) devrait aider mais elle se fait attendre – bien trop –. Les slides présentés n'ont pas permis de comprendre l'ensemble des enjeux et des batailles en cours au sein de la compagnie. Ce sont les slides habituels de la communication bien rodée qui nous endort habituellement

Point 3.3 : On a posé les questions depuis le mois de mai, on a insisté et réinsisté : l'environnement à ST et la prise en compte de l'urgence climatique dans notre industrie très polluante du secteur de la métallurgie. On a eu quelques réponses et on a l'impression d'avoir amorcé le dialogue – du moins à Grenoble.

Les PPA – Pas de miracle ST confirme son achat massif de contrat de vente directe d'électricité (PPA en anglais pour power purchase agreement) entre un producteur d'électricité et un consommateur (entreprise, collectivité, etc.) pour une durée déterminée (généralement de 5 à 25 ans). Cette vente « de gré à gré » concerne principalement des installations renouvelables d'électricité. C'est ce qui permet à la direction de dire que le site de Grenoble est 100% en énergie verte et que l'ensemble de

ST est à 71% en énergie verte. On a de l'argent, on utilise l'énergie verte pour nous et on laisse les autres plus pauvres, polluer. C'est la logique en cours

Cette confirmation a appelé d'autres questions qui n'ont pas eu encore de réponses satisfaisantes

- Le cout
- Le choix des coefficients à utiliser pour le calcul de l'empreinte carbone
- Et puisque le diable se cache dans les détails, on a demandé le % de ces crédits qui concerne de nouvelles installations pour de l'électricité renouvelable. A Grenoble on nous a répondu que le Corporate exigeait 100% de ce type de contrat mais le rapport environnemental 2024 pour l'année 2023 spécifie que c'est une volonté de la direction pas encore un objectif atteint, il faudra reposer la question

Le scope 3 et son absence quasi complète dans le rapport environnemental ou dans sa déclinaison grenobloise – C'est entre 80 et 90% de notre empreinte carbone que l'on met sous le tapis. La direction n'a rien reconnu mais annonce que le scope 3 dans son ensemble sera présent dans le rapport environnemental de 2025 portant sur l'année 2024. La non-conformité avec la loi Française n'est pas reconnue non plus par la direction. On suppose que ST joue sur son statut d'entreprise multinationale. On salue néanmoins ce changement de cap et on rappelle que nos concurrents directs (INFINEON, NXP, TI ...) ont déjà passé ce cap du bilan et amorcent avant nous le passage aux solutions. On était en avance sur le plan environnemental, on se retrouve en retard.

Les PFAS à grenoble – réponse à venir dans les prochains CSE mais questions importantes pour la sante et la sécurité

L'augmentation de la consommation des gaz fossiles : ce sont les systèmes d'abattements des Gaz fluorés qui consomment des gaz fossiles – On comprend le choix – les gaz fluores ayant un impact beaucoup plus important que les gaz fossiles sur l'effet de serre mais on demandera quel est la trajectoire prévue par ST pour l'utilisation de biogaz.

Les nouveaux coefficients pour l'impact sur la biodiversité : La direction reconnaît avoir passé du temps pour les recalculer « à la sauce » ST mais garantit leur conformité avec l'organisme international SBT. On n'a pas compris le besoin de ce travail mais on redemandera aussi et on vérifiera l'impact en temps voulu

L'adaptation aux changement climatiques : La direction confirme prendre en compte les bouleversements à attendre et cite pour le site de grenoble la problématique que pourrait causer la baisse de la nappe sur la fondation de nos bâtiments. On attend une liste exhaustive des adaptations nécessaires et on se doute que le travail ne fait que commence

Point 3.9 : L'IA pour remplacer les ingénieurs test et produits – Ils en rêvaient, Fabio GUALANDRIS l'a fait. il en est fier et il veut faire partager sa réussite en dépit des règles(TechWeek Day 2 Recording.mp4)

L'IA ou Informatique Apprenante dans ce cas de figure, serait pour monsieur GUALANDRIS un outil numérique capable d'augmenter la productivité des ingénieurs test et produits et donc de les reventiler, au mieux, vers d'autres métiers de la production- ils passeraient du domaine de la recherche et développement vers le domaine de la production.

Il a donné un exemple digne des charlatans : 3 semaines pour transcrire un programme de test pour son équipe de 3 personnes contre 1 an pour le commun de la profession.

Au-delà de la farce et du fort sentiment de dévalorisation, voire de mépris pour les ingénieurs test et produit, nous avons fait un petit rappel à la loi française.

Cette idée qui nous semble saugrenue et techniquement très dangereuse, changerait drastiquement les conditions de travail des salarié-es concernés et c'est évidemment par une info consult et une demande d'expertise que ce point aurait dû être abordé par la direction et non par une alerte des élu-es CGC. Nous ne sommes néanmoins pas sûr que le dialogue social soit adapté à cette mode qui se veut révolutionnaire et qui pourrait impacter le travail de tous avec l'illusion du patronat de voir un gain de productivité majeure alors que la révolution numérique des années 2000 sur la productivité s'essouffle. La résistance collective semble être plus approprié.

Point 3.6 Le batiment K semble prendre son régime de croisière à voir si le label environnemental sera maintenu